

Greco (2000) 22 Final

**PREMIER RAPPORT GENERAL D'ACTIVITES
DU GRECO
(SEPTEMBRE 1999 – DECEMBRE 2000)**

Strasbourg, 18 décembre 2000

Document soumis par le Secrétaire exécutif du
GRECO

PREMIER RAPPORT GENERAL D'ACTIVITES DU GRECO (SEPTEMBRE 1999 – DECEMBRE 2000)

Mandat

Le présent document est le Rapport général d'activités du Groupe d'Etats contre la corruption - le GRECO - pour la période comprise entre septembre 1999 et décembre 2000. Il est soumis en vertu de l'article 8 paragraphe 3 de l'Accord instituant le GRECO et de l'article 37 du Règlement intérieur du GRECO.

Résumé

Le GRECO a démarré ses activités en septembre 1999. En décembre 2000, il comptait 26 Etats membres. Au cours de la période allant de septembre 1999 à décembre 2000, le GRECO a adopté son Règlement intérieur, élu son Président, son Vice-Président et les autres membres de son Bureau, et a arrêté les modalités de son premier cycle d'évaluation (2000-2001). Il a également effectué neuf visites d'évaluation et adopté 3 rapports d'évaluation. Toujours pendant cette même période, il a été procédé à la nomination du premier Secrétaire exécutif du GRECO.

Etablissement du GRECO

La création du GRECO a été autorisée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (ci-après dénommé "le Comité des Ministres") en vertu de la Résolution (98)7. Fin avril 1999, le nombre d'Etats requis a fait part au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe (ci-après dénommé "le Secrétaire Général") de ce qu'ils souhaitaient en être membres et, le 1er mai 1999, les représentants au Comité des Ministres de l'Allemagne, de la Belgique, de la Bulgarie, de Chypre, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Islande, de la Lituanie, du Luxembourg, de la République slovaque, de la Roumanie, de la Slovénie et de la Suède ont adopté la Résolution (99)5 instituant le GRECO. Le Statut du GRECO figure en annexe à ladite Résolution.

Aux termes de ce Statut, le GRECO a pour objet d'améliorer la capacité de ses membres à lutter contre la corruption en veillant à la mise en œuvre des engagements qu'ils ont pris dans ce domaine, par le biais d'un processus dynamique d'évaluation et de pression mutuelles. Afin de réaliser cet objectif, le GRECO est chargé de suivre l'application des Principes directeurs pour la lutte contre la corruption qui ont été adoptés par le Comité des Ministres le 6 novembre 1997 (ci-après dénommés "les PDC"), ainsi que la mise en œuvre d'instruments juridiques internationaux pertinents, conformément aux dispositions contenues dans ces derniers.

Composition

Le GRECO est un Accord partiel élargi auquel peuvent adhérer, sur un pied d'égalité, les Etats membres du Conseil de l'Europe, les Etats non membres ayant participé à sa constitution et d'autres Etats non membres invités. En décembre 2000, le GRECO comptait 26 membres, à savoir les 17 Etats fondateurs, plus la Bosnie-Herzégovine (date d'adhésion: 24 février 2000), le Danemark (2 août 2000), les Etats-Unis d'Amérique (19 septembre 2000), la Géorgie (15 septembre 1999), la Hongrie (8 juillet 1999), la Lettonie (26 juillet 2000), la Pologne (19 mai 1999), "l'ex-République yougoslave de Macédoine" (6 octobre 2000) et le Royaume-Uni (17 septembre 1999).

Adoption du Règlement intérieur, élection du Bureau, méthodes de travail et préparation du premier cycle d'évaluation

Première réunion du Greco

Le Comité statutaire, composé de représentants du Comité des Ministres des Etats membres du Conseil de l'Europe également membres du GRECO, ainsi que de représentants spécialement désignés à cet effet par les autres membres du GRECO, ayant adopté le 5 juillet 1999 un budget pour le GRECO couvrant la période allant du 1er septembre au 31 décembre 1999, le GRECO a tenu sa première réunion du 4 au 6 octobre 1999. La liste des représentants désignés par les Etats membres pour siéger au GRECO, conformément à l'article 6 du Statut, figure à l'Annexe 1. Lors de cette première réunion, le GRECO a adopté son Règlement intérieur, qui a pris effet le 1er novembre 1999.

Deuxième réunion du Greco

Une deuxième réunion a eu lieu du 1er au 3 décembre 1999. A cette occasion, le GRECO a élu M. M. Gauthier (France) Président et M. D. Kos (Slovénie) Vice-Président. MM. B. Kinney (Royaume-Uni), A. Kara (Hongrie) et M. Möhrensclager (Allemagne) ont été élus membres du Bureau.

Le GRECO a également arrêté les modalités du premier cycle d'évaluation (ci-après dénommé "PCE") qui courra du 1er janvier au 31 décembre 2000. A cet effet, les 20 PDC ont été répartis en plusieurs groupes thématiques. Il a été décidé d'axer le PCE sur un contrôle de l'application de certains principes choisis dans différents groupes - mais pas nécessairement dans tous. Les PDC en rapport direct avec les Conventions relatives au droit pénal et au droit civil, qui n'ont pas encore pris effet, seraient ici exclus. Le GRECO a décidé de retenir le PDC n° 3 sur l'indépendance, l'autonomie et les pouvoirs des personnes ou organes chargés de la prévention, des enquêtes, des poursuites et de la sanction des infractions de corruption, le PDC n° 6 sur les immunités à l'égard des enquêtes, des poursuites et des sanctions relatives aux infractions de corruption, et le PDC n° 7 sur la spécialisation, les moyens et la formation des personnes ou organismes chargés de la lutte contre la corruption.

Le GRECO a par ailleurs décidé, pour les besoins du PCE, de partager ses membres en deux groupes. Le premier serait composé des Etats membres dont l'évaluation se ferait en 2000 (Belgique, Chypre, Espagne, Finlande, France, Géorgie, Luxembourg, République slovaque, Slovénie et Suède), et le second comprendrait les Etats dont l'évaluation est prévue en 2001 (les onze restants). Le GRECO a invité son Bureau à commencer à préparer le projet de questionnaire pour le PCE, avec le concours, si nécessaire, d'experts scientifiques. Outre des questions portant sur les PDC retenus, ce document comporterait

une partie générale destinée à recueillir des renseignements de base sur la façon dont le problème de la corruption est perçu et sur le cadre législatif et institutionnel en la matière. Le GRECO a de surcroît rappelé l'obligation faite à tous ses membres de désigner des experts pressentis pour les équipes d'évaluation, de façon que le Bureau puisse établir des propositions concernant la composition de ces équipes pour 2000.

Enfin, le GRECO a approuvé son Programme d'activités pour 2000, Programme qui a été transmis au Comité statutaire.

Les trois premières réunions du Bureau

Le Bureau du GRECO s'est réuni pour la première fois juste après la deuxième plénière. Lors de sa deuxième réunion à Paris, les 24 et 25 février 2000, le Bureau a pris acte d'un avant-projet de questionnaire établi par le Secrétariat. Il a également défini des critères pour la composition des équipes d'évaluation et a confié au Président le soin de formuler, avec le Secrétaire exécutif, des propositions concrètes à ce sujet pour 2000. Lors de sa troisième réunion le 2 mai 2000, le Bureau a décidé d'inviter la plénière à effectuer, pendant le PCE, des visites d'évaluation dans chacun des pays concernés.

Compilation d'une liste d'évaluateurs

Une liste d'évaluation a été dressée, conformément à l'article 10 paragraphe 4 du Statut, sur la base de propositions faites par les membres. Cette liste figure à l'Annexe 2.

Troisième réunion du Greco

La troisième réunion du GRECO s'est déroulée du 3 au 5 mai 2000. A cette occasion, le GRECO a approuvé le questionnaire pour le PCE et a fixé au 1er juillet 2000 la date butoir à laquelle les membres du Groupe A devront avoir y avoir répondu. Il a également statué sur la composition des équipes devant procéder à l'évaluation des membres du Groupe A et leur a demandé d'analyser les différentes réponses au questionnaire. Enfin, il a décidé d'effectuer des visites pays par pays dans le cadre du PCE et a chargé son Bureau d'organiser ces visites à partir de l'automne 2000.

Quatrième et cinquième réunions du Bureau

A sa quatrième réunion, tenue à Paris les 27 et 28 juin 2000, le Bureau a examiné un certain nombre de questions pratiques à propos des visites d'évaluation - leur durée, les autorités à rencontrer et les relations avec la presse - et a étudié les programmes envisagés pour quelques visites prévues prochainement. Il s'est également penché sur la structure des rapports d'évaluation. Lors de sa cinquième réunion, qui a eu lieu à Istanbul le 14 novembre 2000, le Bureau a évoqué la procédure pour l'examen et l'adoption des rapports d'évaluation par la plénière, et notamment le point relatif aux intervenants - c.à.d. des représentants de certains pays qui seraient invités à poser des questions sur des rapports d'évaluation bien précis. Les discussions ont également porté sur le programme d'activités du GRECO, ainsi que sur le budget final et l'enveloppe complémentaire pour 2001.

Visites d'évaluation

Entre septembre et novembre 2000, le GRECO a effectué des visites d'évaluation dans huit pays:

Slovénie - Visite, du 12 au 14 septembre 2000, d'une équipe d'évaluation composée de M. P. Garaj (expert des questions répressives), M. A. Vercher Noguera (expert des questions de justice pénale) et M. J. Garstka (expert des questions d'orientations)

Slovaquie - Visite, du 26 au 28 septembre 2000, de Mme O. Merényi (questions répressives), Mme K. Kull (questions de justice pénale) et M. T. Axelsson (questions d'orientations)

Finlande - Visite, du 3 au 5 octobre 2000, de M. Á. Eördögh (répression), M. W. Schmid (justice pénale), et M. K. Åberg (orientations)

Belgique - Visite, du 10 au 12 octobre 2000, de M. J. Neuens (répression), M. J. J. Lopez Ortega (justice pénale), et Mme N. Iliescu (orientations)

Géorgie - Visite, du 16 au 20 octobre 2000, de M. R. Smith (répression), M. J. Szymanski (justice pénale), et M. G. Rupchev (orientations)

Espagne - Visite, du 6 au 8 novembre 2000, de M. J. Farinade (répression), M. N. Jansen (justice pénale), et de Mme R. Fitzgerald (orientations)

Luxembourg - Visite, du 7 au 9 novembre 2000, de M. J. Keränen (répression), M. V. Ponta (justice pénale), et M. J.-P. Bueb (orientations)

Suède - Visite, du 21 au 23 novembre 2000, de M. M. Ratassepp (répression), Mme E. Rossidou Papakiriadou (justice pénale), et Mme C. Hubbard (orientations).

Il reste une autre visite à effectuer cette année, à Chypre, du 19 au 21 décembre 2000. L'équipe d'évaluation sera composée de M. R. Gaspar (expert pour les questions répressives), M. P. Nikoloudis (expert pour les questions de justice pénale), et M. K. Stroligo (expert pour les questions d'orientations).

La visite en France, pays membre du Groupe A, interviendra en janvier 2001.

Adoption des Rapports d'Evaluation

Sixième réunion du Bureau

Le 11 décembre 2000, Le Bureau s'est réuni à Strasbourg pour préparer la quatrième plénière réunion du GRECO.

Quatrième réunion du GRECO

Lors de sa quatrième réunion, qui s'est tenue du 12 au 15 décembre 2000, le GRECO a adopté par consensus, les rapports de la Belgique, de la Slovénie et de la Slovaquie. Il a aussi approuvé son programme d'activités pour 2001, qui a été transmis au Comité Statutaire.

Divers

Le premier Secrétaire Exécutif du GRECO, M. Manuel LEZETUA, a été nommé par le Secrétaire Général en Novembre 1999.

Appendix 1

List of representatives appointed to sit on GRECO (as on 29 November 2000)

BELGIUM / BELGIQUE (to be confirmed in writing)

Mme Isabelle VAN HEERS, Magistrat d'assistance auprès de l'Office Central pour la Répression de la Corruption, Palais de la Justice - Extension, Rue des Quatre Bras, 13, 1000 BRUXELLES

BOSNIA-and-HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Nedžad HADZIMUSIC, Ambassador, Director for Political Multilateral Relations and Co-operation, Ministry of Foreign Affairs, Musala 2, 33 SARAJEVO

Substitutes:

Mr Barisa COLAK, Ministre de la Justice de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, Ministère de la Justice de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, Valtera Perica, 15/3, 33 SARAJEVO

Mme Gordana CENIC-JOTANOVIC, Adjointe au Ministre des Finances de la Republika Srpska ; Ministère des Finances de la Republika Srpska, Vuka Karadzica, 4, 51 BANJA LUKA

BULGARIA / BULGARIE

Mr Georgi RUPCHEV (Head of Delegation), State Expert, Directorate of Legislation, Ministry of Justice and European Legal Integration, Slavianska Street 1, 1040 SOFIA

Mme Emiliena POPOVA, Procureur, Bureau du Procureur Général, 2 Vitosha Blvd, 1040 SOFIA

CYPRUS / CHYPRE

Mrs Eva ROSSIDOU PAPAKYRIACOU, Counsel of the Republic, Law office of the Republic of Cyprus, 1 Appeli Street, AG. Omologitae, 1403 NICOSIA

Mr George PAPAIOANNOU, Counsel of the Republic, Law office of the Republic of Cyprus, 1 Appeli Street, AG. Omologitae, 1403 NICOSIA

DENMARK / DANEMARK

Representative to be designated. Provisional contact:

Mr Arne BELLING, Ambassador, Permanent Representative of Denmark to the Council of Europe, 20, Avenue de la Paix, 67000 STRASBOURG

ESTONIA / ESTONIE

Mrs Ülle RAIG, Legal Adviser, Penal Law Department, Ministry of Justice, Tõnismägi 5A, 15191 TALLINN

FINLAND / FINLANDE

Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of Delegation), Inspector General of the Police, Ministry of the Interior, Police Department, Kirkkokatu, 12, P.O. Box 257, 00171 HELSINKI

Ms Raija TOIVIAINEN, State Prosecutor, The Office of the Prosecutor General, P.O. Box 333, 00181 HELSINKI

FRANCE

M. Michel GAUTHIER (**President of GRECO / Président du GRECO**), Magistrat Chargé de Mission, Service des Affaires Européennes et Internationales (SAEI), Ministère de la Justice, 13 Place Vendôme, 75042 PARIS Cedex 01

Mme Pascale LABROUSSE (Chef de Délégation / Head of Delegation), Magistrat, Direction des Affaires Criminelles et des Grâces, Ministère de la Justice, 13, Place Vendôme, 75001 PARIS

Mme Claudine JACOB, Magistrat, Chargée de mission auprès du Directeur des Affaires Juridiques, Ministère des Affaires Etrangères, 37 Quai D'Orsay, 75007 SP PARIS

GEORGIA / GEORGIE

Mr Mamuka JGENTI, Desk Officer for the Council of Europe, Ministry of Foreign Affairs, 4 Chitadze Street, 380 018 TBILISSI

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Manfred MÖHRENSCHLAGER, Head of Section, Bundesministerium der Justiz, D -11015 BERLIN

Substitute:

Mr Edgar RADZIWILL, Bundesministerium der Justiz, D -11015 BERLIN

GREECE / GRECE

Mr Nestor COURAKIS, Professor of Criminology, University of Athens, c/o Mrs ARVANITI, Department of International Relations, Ministry of Justice, Messogion 96, ATHENS 11527

Mr Charalambos PAPACHARALAMBOUS, Lawyer, Special Collaborator to the Minister Of Justice, c/o Mme ARVANITI, Section des Relations Internationales, Ministère de la Justice, Messogion 96, ATHENES 11527

HUNGARY / HONGRIE:

Mr Ákos KARA, Legal Adviser, Ministry of Justice, Kossuth Tér 4, 1055 BUDAPEST

ICELAND / ISLANDE :

Mr Bogi NILSSON (Head of Delegation), Prosecutor General, Office of the Prosecutor General, Hverfisgata 6, 150 REYKJAVIK

Ms Sigridur JOSEFSDOTTIR, State Prosecutor, Prosecutor General, Office of the Prosecutor General, Hverfisgata 6, 150 REYKJAVIK

IRELAND / IRLANDE

Ms Lucinda MacMAHON (Head of Delegation), Criminal Law Reform Division, Department of Justice, Equality and Law Reform, 72-76 St. Stephen's Green, DUBLIN 2

Ms Geraldine MOORE, Assistant Principal, Law Reform II (Civil Law), Department of Justice, Equality and Law Reform, 43-49 Mespil Road, DUBLIN 4

LATVIA / LETTONIE

Representative to be designated. Provisional contact:

Mr Georgs ANDREJEVS, Ambassador, Permanent Representative of Latvia to the Council of Europe, 67, Allée de la Robertsau, 67000 STRASBOURG

LITHUANIA / LITUANIE:

Mr Jurgis JURGELIS, Advisor to the Director General of the State Security Department, Vytenio g. 1, 2600 VILNIUS

Substitute:

Ms Aušra BERNOTIENE, Deputy Director, Department of International Law and European Integration, Ministry of Justice, Gedimino Pr. 30 / 1, 2600 VILNIUS

LUXEMBOURG

M. Jean BOUR (Chef de Délégation), Procureur d'Etat à Diekirch, 17, rue Kowalsky, BP 164, 9202 DIEKIRCH

M. Jean-Paul FRISING, Procureur d'Etat adjoint, Ministère de la Justice, BP 15, 2010 LUXEMBOURG Ville

Substitutes:

Mme Andrée CLEMANG, Conseiller de Direction 1ère Classe, Ministère de la Justice, 2934 LUXEMBOURG Ville

Mme Claudine KONSBRUCK, Attaché de Gouvernement 1er en rang, Ministère de la Justice, 2934 LUXEMBOURG Ville

POLAND / POLOGNE

Mr Jacek GARSTKA, Judge, Department of International Co-operation and European Law, Ministry of Justice, Al. Ujazdowskie 11, 00 950 WARSAW

Mr Adam WRZOSEK, Chief Specialist, Ministry of Finance, Bureau of Fiscal Documentation (Tax Intelligence), S wie tokrzyska, 12, 00-916 WARSAW

ROMANIA / ROUMANIE

Mme Nadia Ileana CONSTANTINESCU, Conseillère Juridique Principale (Senior Legal Adviser), Direction de l'Intégration européenne et des Droits de l'Homme, Ministère de la Justice, 17 rue Apolodor, Sector 5, BUCAREST

SLOVAKIA / SLOVAQUIE

Mr L'ubomir HANUS (Head of Delegation), Director of the Department of International Relations and European Integration, Ministry of Interior, Pribinova 2, 812 72 BRATISLAVA

Mr Jaroslav PAL'OV, Lt. Colonel, Presidium of the Police Force, Criminal and Financial Police, Analytical and Organisational Department (*Prezidium Policajnéh Zboru, SKFP*), Vajnorská 25, 812 17 BRATISLAVA

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Drago KOS (**Vice-President of GRECO / Vice-Président du GRECO**), Counsellor to the Government, Ministry of the Interior, Office for Administrative Internal Affairs, MN2 RS, Stefanova 3, 1000 LJUBLJANA

Substitute:

Mr Ljubomir JOVANOVIĆ, Counsellor to the Minister, Ministry of the Interior, General Police Directorate, Head of Division for Organised Crime, Stefanova 3, 1000 LJUBLJANA

SPAIN / ESPAGNE

Mr Valentin DUEÑAS JIMENEZ (Head of Delegation), Legal Adviser, International Legal Co-operation Unit, Ministry of Justice, C/san Bernardo, 62, Despacho 217, 28015 MADRID

Mr Alfredo PASCUAL, Legal Adviser, International Relations Department, Ministry of Justice, C/san Bernardo, 62, Despacho 217, 28015 MADRID

SWEDEN / SUEDE

Mr Kazimir ÅBERG (Head of Delegation), Director of International Affairs, Economic Crime Bureau, Box 820, 101 36 STOCKHOLM

Mr Håkan ÖBERG, Legal Adviser, Ministry of Justice, Rosenbad 4, 103 33 STOCKHOLM

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACÉDOINE"

Representative to be designated. Provisional contact:

Mrs Veska SOTIROVSKA, *Chargé d'Affaires ad interim*, Deputy Permanent Representative, Representation of "The Former Yugoslav Republic of Macedonia" to the Council of Europe, 13 rue André Jung, 67000 STRASBOURG

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI :

Mr Paul STEPHENSON, (Head of Delegation), Head of Corruption and Criminal Policy Section, HOME OFFICE, Sentencing and Offences Unit, Room 321, Queen Anne's Gate, 50, LONDON SW1H 9AT

Mr Hugh BURNS, Head of Civil Law Development Division, Lord Chancellor's Department, Selborne House, 54-60 Victoria Street, LONDON SW1E 6QW

Substitutes:

Miss Christine STEWART, Home Office, Queen Anne's Gate, 50, LONDON SW1H 9AT

Mr Stuart WRIGHT, Home Office, Queen Anne's Gate, 50, LONDON SW1H 9AT

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS d'AMERIQUE

Representative to be designated. Provisional contact:

Ms Gayleatha BROWN, General Consul, Deputy Permanent Observer of the United States of America to the Council of Europe, s/c Consulat Général des Etats-Unis d'Amérique, 15 Avenue d'Alsace, 67082 STRASBOURG Cedex

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY of the COUNCIL OF EUROPE
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Monsieur Jaume Bartumeu CASSANY, Membre du Conseil Général, Conseil Général, Casa de la Vall, ANDORRA

**STATUTORY COMMITTEE OF GRECO
COMITE STATUTAIRE DU GRECO**

M. Sabin POP (President of the Statutory Committee / Président du Comité Statutaire), Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentation Permanente de la Roumanie auprès du Conseil de l'Europe, 64, allée de la Robertsau, 67000 STRASBOURG

**COMITE EUROPEEN DE COOPERATION JURIDIQUE
EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL COOPERATION**

Mr Vincent A. DEGAETANO, Judge, Courts of Justice, Judges' Chambers, The Law Courts, Republic Street, VALLETTA CMR 02 (MALTA)

**EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME PROBLEMS
COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS**

Mr Michael GROTZ (President of the CDPC / Président du CDPC), Bundesministerium der Justiz, Postfach 200 365, 53170 BONN (GERMANY)

Scientific Expert / Expert scientifique

Professor Dr Albin ESER, Max Planck-Institute for Foreign and International Penal Law, Abteilung Strafrecht, Günterstal Strasse, 73, 79100 FREIBURG
Tel: (49) 761 / 70 81 200 - Fax: (49) 761 / 70 81 309 (direct) and 70 81 294 (General)

Secrétariat du GRECO
Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex
Tel: +33 (0)3 88 41 21 25

www.greco.coe.int
Fax: +33 (0)3 90 21 51 31

GRECO Secretariat
Council of Europe
F - 67075 Strasbourg Cedex
e-mail: manuel.lezertua@coe.int

APPENDIX 2

LIST OF EVALUATORS

BELGIUM / BELGIQUE

Mme Isabelle VAN HEERS, Magistrat d'assistance auprès de l'Office Central pour la Répression de la Corruption, Palais de la Justice, Extension, Rue des Quatre Bras, 13, 1000 BRUXELLES

M. Jean-Marie LEQUESNE, Directeur de l'Office Central pour la Répression de la Corruption, rue Guimard 11, 1040 BRUXELLES

M. Daniel FLORE, Conseiller général, Ministère de la justice, Boulevard de Waterloo 115, 1000 BRUXELLES

M. Philippe ULLMAN, Avocat général près la Cour d'appel de BRUXELLES, Palais de Justice, Place Poelaert, 1000 BRUXELLES

M. Philippe DE KOSTER, Chef du Cabinet du Ministre de la Justice, Ministère de la Justice, Boulevard de Waterloo, 115, 1000 BRUXELLES

BOSNIA AND HEZERGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

M. Sahbaz DZIHANOVIC, Adjoint au Ministre de la Justice de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, Ministère de la Justice de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, Valtera Perica, 15 /3, 33 SARAJEVO

Mr Ivan BACAK, Deputy Minister of Interior of the Federation of Bosnia and Herzegovina, Federal Ministry of Interior, Mehmeda Spahe, 7, 33 SARAJEVO, Federation of Bosnia and Herzegovina

Mrs Amra FESTIC, Head of Intelligence Unit, Customs Administration of the Federation of Bosnia and Herzegovina, Gorusa 1, 33 SARAJEVO, Federation of Bosnia and Herzegovina

Mr. Sinisa KARAN, Deputy Chief of Criminal Department and Chief of Criminal Dept MUP RS, Ministry of Internal Affairs of Republika Srpska, Street Jug. Bogdana bb, 51 BANJA LUKA, Republika Srpska

Mme Gordana CENIC-JOTANOVIC, Adjointe au Ministre des Finances de la Republika Srpska, Ministère des Finances de la Republika Srpska, Vuka Karadzica, 4, 51 BANJA LUKA, Republika Srpska

BULGARIA / BULGARIE

Mr Georgi RUPCHEV, State Expert, Directorate of Legislation, Ministry of Justice and European Legal Integration, Slavianska Street 1, 1040 SOFIA

Mr Dimitar KUMURDJIEV, Legal Adviser, Member of the Commission for Protection of Competition, 18 "Vitosha" str., fl. 2, room 20, 1000 SOFIA

Mrs Irena ANGELOVA, Head of Section "Legal Protection", Directorate of National Security Service, Ministry of Interior, 127 A, Tcherni vrah Blvd, 1407 SOFIA

CYPRUS / CHYPRE

Mrs Eva ROSSIDOU PAPAKIRIACOU, Counsel of the Republic, Law office of the Republic of Cyprus, 1 Appeli Street, AG. Omologitae, NICOSIA

Mr George PAPAIOANNOU, Counsel of the Republic, Law office of the Republic of Cyprus, 1 Appeli Street, AG. Omologitae, NICOSIA

Ms Elena ZACHARIADOU, Counsel of the Republic, Law office of the Republic of Cyprus, 1 Appeli Street, AG. Omologitae, NICOSIA

Mr Charalambos CHARALAMBOUS, Counsel of the Republic, Law office of the Republic of Cyprus, 1 Appeli Street, AG. Omologitae, NICOSIA

Ms Maria PAPAIOANNOU, Counsel of the Republic, Law office of the Republic of Cyprus, 1 Appeli Street, AG. Omologitae, NICOSIA

ESTONIA / ESTONIE

Ms Krista KULL, Public Prosecutor, Adviser on Foreign Affairs, State Public Prosecutor`s Office, Wismari 7, TALLINN 15188

Mr Meelis RATASSEPP, Deputy Director of department, Security Police Board, Toompuiestee 3, TALLINN 10142

Mr Martin PERLING, Deputy Director of department, Security Police Board, Toompuiestee 3 TALLINN 10142

Mrs Ülle RAIG, Legal adviser, Ministry of Justice, Tõnismägi 5a, TALLINN 15191

FINLAND / FINLANDE

Mr Markku RYMIN, Head of Crime Intelligence Division, National Bureau of Investigation (NBI), P.O. Box 285, 01301 VANTAA

Mr Juha KERÄNEN, Ministerial Counsellor, Ministry of Justice/Internal Affairs, PO Box 1, 00131 HELSINKI

Mr Antti PIHLAJAMÄKI, Chief Public Prosecutor, Public Prosecutor's Office of Turku Administrative District, Sairashuoneenkatu, 2-4, P.O. Box 151, 20101 TURKU

Mr Pekka KOPONEN, State Prosecutor, The Office of the Prosecutor General, Albertinkatu, 25 A P.O. Box 333 , 00181 HELSINKI

Mr Matti Juhani TOLVANEN, Chief Public Prosecutor, Public Prosecutor's Office of Joensuu Administrative District, P.O. Box 190, 80101 JOENSUU

FRANCE

Mme Marie-Odile BAUR, Magistrat, Ministère de la Justice, Service des Affaires européennes et Internationales, Bureau du Droit européen et international en matière civile et commerciale 13, Place Vendôme, 75001 PARIS

M. Jean-Pierre BUEB, Conseiller au Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice, 129, rue de l'Université, 75007 PARIS

M. Dominique GAILLARDOT, Magistrat détaché au Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie, Traitement du Renseignement et Action contre les Circuits Financiers Clandestins (TRACFIN), 23 bis, rue de l'Université, 75007 PARIS

M. Didier GUERIN, Président de la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Versailles, 5, rue Carnot, 78000 VERSAILLES

M. Jean-Pierre ZANOTO, Juge d'Instruction au Tribunal de Grande Instance de PARIS, Palais de Justice, 2-4, boulevard du Palais, 75001 PARIS

GEORGIA / GEORGIE

Mr Giorgi BARAMIDZE, Member of Parliament and of the Committee for the Defence Security, Rustaveli Avenue, 8, 380 018 TBILISI

Mr Zaal MARGVELASHVILI, Deputy Director of the International, Law Department, Ministry of Foreign Affairs, 4, Chitadze Street, 380 018 TBILISSI

Mr Gia KAVTARADZE, Secretary General, Council of Justice, Antonovskaya, 9-B # 12, 380 077 TBILISI

Mr Vladimir KONSTANTINIDI, Senior Specialist at the Personal Department, Ministry of State Incomes, 77a – 67, Tsereteli avenue, TBILISI

Mr Irakli KLDIASHVILI, Lawyer, Legal Department, National Bank of Georgia, 35-39, Settlement of Airport, TBILISI

(RESERVE)

Mr David CHOCHUA, Head of Department of Struggle against illegal Smuggling, , International Drug Trafficking and Organised Crime, Ministry of State Security, I. Nikoladze Street, 6, TBILISI

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Eberhard SIEGISMUND, Ministerialdirigent (Head of Subdivision of Criminal Procedure Law), Bundesministerium der Justiz, 11015 BERLIN

Oberstaatsanwalt Norbert JANSEN, Staatsanwaltschaft Kleve, Zweigstelle Moers, Uerdinger Str. 19 – 21, 47441 MOERS

Herr Oberstaatsanwalt Wolfgang SCHMID, Staatsanwaltschaft Stuttgart, Neckarstraße 145, 70190 STUTTGART

Prof. Dr. Hans-Jörg ALBRECHT, Director of the Max Planck-Institute for Foreign and International Penal Law, Abteilung Kriminologie, Günterstal Strasse, 73, 79100 FREIBURG

Herr Klaus-Peter HOLZ, Bundeskriminaldirektor, Bundeskriminalamt, Thaerstraße, 11, 65193 WIESBADEN

GREECE / GRECE

Mr Ioannis CHAMILOTHORIS, Judge, Court of Appeal of Athens, c/o Mrs ARVANITI, Head of Section, Department of International Relations, Ministry of Justice, Av. Messogion 96, ATHENS 11527

Mr Panagiotis NIKOLOUDIS, Vice-Attorney, Court of Appeal of Athens, c/o Mrs ARVANITI, Head of Section, Department of International Relations, Ministry of Justice, Av. Messogion 96, ATHENS 11527

Mr Efstratios PAPATHANASOPOULOS, Vice-Attorney, Court of First Instance of Chalkida, c/o Mrs ARVANITI, Head of Section, Department of International Relations, Ministry of Justice, Av. Messogion 96, ATHENS 11527

Mr Nilolaos LIVOS, Lecturer, Law School of Athens, c/o Mrs ARVANITI, Head of Section, Department of International Relations, Ministry of Justice, Av. Messogion 96, ATHENS 11527

Ms Sophia SOTIROPOULOU, Judge of the First Instance's Court of Athens, c/o Mrs ARVANITI, Head of Section, Department of International Relations, Ministry of Justice, Av. Messogion 96, ATHENS 11527

HUNGARY / HONGRIE:

Mr Árpád EÖRDÖGH, Lieutenant-colonel of the Police, Ministry of Interior, Jozsif A utca 2-4, 1051 BUDAPEST

Ms Orsolya MERÉNYI, Captain of the Police, National Headquarter of the Police, Teve u. 4-6, 1139 BUDAPEST

Mr Endre BÓCZ, Chief Public Prosecutor of the Capital, Chief Public Prosecutor's Office of the Capital, Markó u. 27, 1055 BUDAPEST

Ms Magdolna HAJDÚ, Public Prosecutor, Prosecutor General's Office, Markó u. 16, 1372 BUDAPEST

ICELAND / ISLANDE :

Mr Tryggvi AXELSSON, Head of Division, Ministry of Industry and Commerce, 150, Arnarhvoli, REYKJAVIK

IRELAND / IRLANDE

Ms Ruth Fitzgerald, Office of the Attorney General, Government Buildings, Upper Merrion Street, DUBLIN 2

Mr Simon O'Leary, Office of the Director of Public Prosecutions, 26 Annesley Park, DUBLIN 6

Mr John Buckley, Director of Audit, Comptroller and Auditor General, Treasury Building, Dublin Castle, DUBLIN 2

Supt. Patrick Brehony, National Bureau of Criminal Investigations, Harcourt Square, DUBLIN 2

LITHUANIA / LITUANIE:

Mr Algimantas C EPAS, Legal Adviser, Parliament of the Republic of Lithuania, Committee on Law and Order, Gyneju street, 6, 2600 VILNIUS

Mr Jurgis JURGELIS, Advisor to the Director General of the State Security Department, Vytenio g. 1, 2600 VILNIUS

Mrs Genovaitė BABACHINAITE, Ph. D. Associate Professor, Head of the Department of Criminology, Law Academy of Lithuania, 2057 VILNIUS Ateites 20

LUXEMBOURG

M. Jean-Paul FRISING, Procureur d'Etat adjoint, PB 15, 2010 LUXEMBOURG VILLE

Mme Jeanine DENNEWALD, Attachée de justice, Ministère de la Justice, 16, Boulevard Royal, 2934 LUXEMBOURG VILLE

Monsieur Jeff NEUENS, Commissaire Divisionnaire adjoint, Service de la Police judiciaire, 2957 LUXEMBOURG VILLE

POLAND / POLOGNE

Mr Jacek GARSTKA, Judge, Department of International Co-operation and European Law, Ministry of Justice, Al. Ujazdowskie 11, 00 950 WARSAW

Mr Jerzy SZYMANSKI, Prosecutor of the Appellate Prosecutors Office, Delegated to the State Prosecutor's Office, Bureau for Fighting Organised Crime, Ministry of Justice, Al. Ujazdowskie 11, 00-950 WARSAW

Mr Adam WRZOSEK, Chief Inspector, Ministry of Finance, Bureau of Fiscal Documentation, Financial Intelligence Service, S wie tokrzyska, 12, 00-916 WARSAW

Mr Jakub FARINADE, General Customs Inspectorate - Gdansk, Kolobirzeska 28, 80-394 GDANSK

ROMANIA / ROUMANIE

M. George BĂLAN, Adjoint du Procureur en Chef de la Section Anticorruption et Investigation, Parquet Général auprès de la Cour Suprême de Justice, Strada Libertății, 14, Sector 5, BUCAREST

Mme Nicoleta ILIESCU, Conseillère juridique principale, Direction Etudes et Elaboration, Ministère de la Justice, Strada Apolodor, Sector 5 –BUCAREST

M. Cătălin Andrei ZAMFIRESCU, Président de l'Union des Avocats de Roumanie, Bulevardul Mircea Vodă, 35 – Bloc M-27, etaj 4, Sector 3 – BUCAREST

M. Tudorel STEFAN, Chef du Service de l'Intégration Européenne, Ministère de la Justice, Strada Apolodor, Sector 5 –BUCAREST

Mr Victor PONTA, Prosecutor, General Prosecutor's Office, Bulvardul Unirii No 2-4, BUCAREST

SLOVAKIA / SLOVAQUIE

Lt. Peter GARAJ, Senior Specialised Officer, Presidium of Police Force – Criminal and Financial Police, Office of Organised Crime – Dept of Fight against Corruption, Vajnorská, 25, 812 72 BRATISLAVA

Maj Jaroslav PAL'OV, Senior Specialised Officer, Presidium of Police Force – Criminal and Financial Police, Analytical and Organisational Department, Vajnorská, 25, 812 72 BRATISLAVA

Mr Vladimir TURAN, Prosecutor, Unit of Fight against Corruption Crime, General Prosecutor's Office, Župné námestie 13, 812 85 BRATISLAVA

Colonel Vladimir KOTULIC, Deputy Director of Department for Foreign Relations and European Integration, Ministry of the Interior, Pribinova, 2, 812 72 BRATISLAVA

Maj. Juraj SMOLEK, Teacher, Uniform Police Service, Secondary Police School, Fajgalská cesta, 2, 902 01 PEZINOK

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Marko ŠORLI, Judge, Head of Department of International Judicial Co-operation
Supreme Court of Slovenia, LJUBLJANA

Mr Vladimir BALAŽIČ, Senior Judge at the Superior Court (Civil Department), Višje sodišče v Ljubljani, Tavcarjeva, 9, 1000 LJUBLJANA

Ms Nastja FRANKO, Circuit State Prosecutor, Circuit State Prosecutor's Office, Okrožno državno tožilstvo, Miklosiceva, 28, 1000 LJUBLJANA

Mr Klavdijo STROLIGO, Director of the Office for Money Laundering Prevention, Ministry of Finance, Cankarjeva 5, 1502 LJUBLJANA

Mr Ljubomir JOVANOVIĆ, Counsellor to the Minister of Interior, Ministry of the Interior, General Police Directorate, Head of Division for Organised Crime, Stefanova 3, 1000 LJUBLJANA

SPAIN / ESPAGNE

Mr Carlos RAMOS RUBIO, Public Prosecutor, Anticorruption Public Prosecutor Office, Fiscalía del Tribunal Superior de Justicia de Cataluña, C/ Pau Claris, 158-160, 8010 BARCELONA

Mr Vicente J. GÓNZÁLEZ MOTA, Public Prosecutor, Anticorruption Public Prosecutor Office, Fiscalía Especial para la Represión de los Delitos Económicos relacionados con la corrupción, Paseo de la Castellana, 147 - 5ª y 6ª planta, 8046 MADRID

Mr Salvador VIADA BARDAJÍ, Public Prosecutor, Anticorruption Public Prosecutor Office, Fiscalía Especial para la Represión de los Delitos Económicos relacionados con la corrupción, Paseo de la Castellana, 147 - 5ª y 6ª planta, 8046 MADRID

Mr Juan José LÓPEZ ORTEGA, Magistrate Penal Section, Audiencia Nacional, García Gutiérrez, 1, 8004 MADRID

Mr Antonio VERCHER NOGUERA, Public Prosecutor, Public Prosecutor's Office in the Supreme Court, Fiscalía del Tribunal Supremo, Plaza de la Villa de París, s/n, 8071 MADRID

SWEDEN / SUEDE

Mr Kazimir ÅBERG, Director of International Affairs, Economic Crime Bureau, Box 820, 101 36 STOCKHOLM

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI :

Mrs Carolyn HUBBARD, Assistant Director, Business Tax Division, Inland Revenue, Room 309 – 3rd Floor, 22 Kingsway, LONDON WC2B 6NR

Mr Ray SMITH, Assistant Chief Investigating Officer, HM Customs & Excise, Branch 25, Lower Thames Street, LONDON EC3R 6EE

Mr Roger GASPAR, Deputy Director General, Director of Intelligence National Criminal Intelligence Service (NCIS), P.O. Box 8000, LONDON SE11 5EN

SCIENTIFIC EXPERT / EXPERT SCIENTIFIQUE

Professor Dr Albin ESER, Max Planck-Institute for Foreign and International Penal Law, Abteilung Strafrecht, Günterstal Strasse, 73, 79100 FREIBURG (GERMANY)